

Libération des otages au Mali : joie des uns et inquiétudes des autres.

Liman Nadawa, journaliste, consultant **Centre4s**

Deux cent quatre (204) prisonniers djihadistes ont été libérés contre quatre (4) otages dont trois occidentaux et le leader de l'opposition malienne, puis le versement d'une rançon estimée à quinze millions d'Euros, soit près de dix (10) milliards CFA.

A la joie des otages et de leurs familles, s'opposent les inquiétudes de nombreux maliens, des partenaires dans la lutte contre le terrorisme et les craintes des pays voisins. L'avenir dira si les autorités de transition maliennes ont eu raison de procéder à cet échange périlleux. La Française, Sophie Pétronin, a été enlevée le 24 décembre 2016 à Gao ; les Italiens - le prêtre Pier Luigi Maccalli, le 17 septembre 2018 au Niger et Nicola Chiaccio, dans le centre du Mali en février 2019. Le chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé, a été kidnappé fin mars 2020, en pleine campagne des législatives.

Leur libération, ce 5 octobre, a été un immense soulagement, pour leurs proches ainsi que pour les autorités de leurs pays respectifs. En revanche, leur échange contre 204 combattants djihadistes, dont certains du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) d'Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, fait frémir. Même haut-le-corps, à l'idée des dix milliards versés aux chefs terroristes. Au moins un triple effet immédiat, pour les rangs des djihadistes : un important regain de popularité à Iyad Ag Ghali, le renforcement en ressources humaines, et le renflouement de leurs caisses pour toujours alimenter le terrorisme au Sahel. L'impression, bien réelle, que le business des négociations de libération des otages, au Sahel, a explosé prévaut dans le même temps.

Alger, maitre du jeu.

Le Mali, la France, le Vatican, l'Italie et les États-Unis sont parties prenantes des négociations. Les quatre premiers pays, du fait que les otages sont leurs ressortissants, le cinquième en raison des profils de certains djihadistes, auteurs d'attentats en Côte-d'Ivoire et au Burkina Faso, dont une victime est un Américain. Une puissance régionale, l'Algérie, est une ombre lourde, qui plane sur ces tractations, en sa qualité "de protectrice" du chef djihadiste Iyad Ag Ghali.

Officiellement opposée à toute négociation avec ces gens-là, quand ils agissent sur son sol, Alger aurait pesé de tout son poids pour obtenir ces « libérations » ! Les Algériens auront montré, avec fracas, que la CEDEAO devait les impliquer dans les négociations politiques avec la junte militaire, dès leur coup d'État, opéré le 18 août 2020.

Les partenaires du Mali, dans la lutte contre le terrorisme, se retrouvent dans une position inconfortable : assister au décernement du brevet d'impunité à des terroristes dangereux. Ceux-ci pavoisent, font la fête, du retour triomphal dans leurs fiefs, accueillis en véritables héros !

Ces « libérations » ont l'air de narguer les Forces armées maliennes (FAMA), la MINUSMA, la force Barkhane, les troupes du G5 Sahel et autres : désormais, les groupes terroristes sont les vrais maitres du centre et du nord du Mali. Il ne faut plus les combattre avec des armes et des projets de développement, mais les caresser dans le sens du poil, en négociant avec eux. Ces forces partenaires sont conscientes que leur départ du Mali signifierait l'effondrement du pays, en tant qu'État qui ne résisterait pas à une offensive éclair des djihadistes. Ce serait, alors, une répétition de celle de 2013, menée par le même Iyad Ag Ghali, à l'époque à la tête du mouvement islamo-indépendantiste, Ansar Eddine, qui avait été arrêtée par l'opération française Serval.

Le Mali est consacré, officiellement, sanctuaire des terroristes dans le G5 Sahel ! Les autres pays du G5, de même que la Côte-d'Ivoire, afficheront, sans retenue, leur grande méfiance vis-à-vis de ce pays. Barkhane a manifesté sa désapprobation tacite de ces libérations en procédant à des interpellations de prisonniers libérés dans le Nord Mali. Vite relâchés, sur interventions de la Coordination des mouvements de l'AZAWAD (CMA), ces derniers auront enregistré le signal : la force française continuera de les traquer. Une enquête du quotidien français, *Libération*, révèle d'ailleurs que 29 des prisonniers libérés avaient été capturés par les soldats français.

Pas de répit dans les attaques djihadistes

Dans l'immédiat, ces « libérations » encouragent le terrorisme, puisque les attaques djihadistes ont repris, seulement huit jours plus tard. Le GSIM a revendiqué une triple attaque dans la région de Mopti. Onze soldats maliens ont été tués lors de l'attaque du camp de Sokoura, dans le cercle de Bankass et deux autres dans l'embuscade tendue aux troupes venues en renfort, à l'occasion. Douze civils ont, également, péri, dans l'attaque d'un bus, entre Bankas toujours et Bandiagara. Les FAMA, de leur côté, déclarent avoir neutralisé treize terroristes, en riposte. Il n'est pas exclu que les djihadistes fraîchement élargis et déjà réarmés, aient participé à ces assauts,. L'échange de djihadistes prisonniers contre otages et argent n'aura valu aucune trêve ni état de grâce au Mali. Les voisins du Mali, en particulier le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire et le Niger, ne manqueront pas de reprocher à la junte cette couteuse opération de charme.

Par exemple, dans une interview à RFI et France 24, le 15 octobre 2020, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a estimé que la contrepartie à la libération des otages a été trop cher payée : « *Est-ce une négociation pour une accalmie ou pour la libération des otages ?* » Le président Kaboré précise que son pays n'a été consulté ni sur le processus de négociation ni au sujet de la décision de libérer les djihadistes, parmi lesquels le cerveau de l'attaque de l'Hôtel-Splendid et du restaurant Cappucino, le 15

février 2016, à Ouagadougou, au Burkina Faso, et de l'attentat de Grand-Bassam, le 13 mars 2016, en Côte-d'Ivoire.

Le grand partenaire du Mali, la France, commence aussi à douter de son engagement sur le terrain sahélien. « *Nous avons perdu 50 soldats depuis le début de ces opérations et près de 500 militaires ont été blessés* », a rappelé le président de la commission Défense du Sénat français, Christian Cambon. Or, il se trouve qu'un certain nombre des détenus libérés au Mali « *ont du sang sur les mains. [...] Peut-on encore considérer que la junte au pouvoir au Mali est un partenaire de confiance dans la lutte contre le terrorisme que nos soldats mènent avec courage et abnégation ?* » s'est-il interrogé, confiant sa « *vive inquiétude sur la situation de Barkhane dans ses conditions.* »

La junte elle-même avait nargué la France, à sa façon. Aux premières heures de leur coup de force, les militaires avaient exhibé leurs liens avec la Russie, en recevant l'ambassadeur de ce pays, au nom emblématique d'Igor Gromyko, rappelant le célèbre et inamovible ministre des Affaires étrangères de la défunte Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), Andreï. Heureux de cette aubaine, celui-ci avait déclaré, à sa sortie d'audience : « *Nous avons discuté de sécurité.* » Une phrase lourde de sens. La junte envisage-t-elle de privilégier la coopération avec la Russie en matière sécuritaire? Et, comme si cela ne suffisait pas, le diplomate sera applaudi par la foule des manifestants, venus, le 21 août, Place de l'Indépendance, en vue de fêter « la victoire du peuple » sur le régime Ibrahim Boubacar Keita (IBK), à l'appel du M5-RFP. Certains scandaient des slogans sans équivoque et provocateurs vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale : « *On veut coopérer avec la Russie* », « *On veut la Russie !* », « *Poutine, Poutine !* », « *Depuis le jour où IBK a signé un accord militaire avec la France, le Mali est foutu.* »ⁱ

ⁱ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200822-mali-russie>